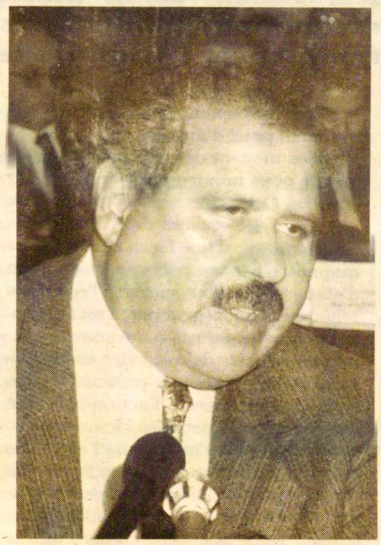
DEVANT L'ÉVENTUALITÉ D'UNE RÉUNION À HAUT NIVEAU

Les partis de la Koutla se repositionnent

Les dirigeants de la Koutla s'apprêtent à une entrevue avec S.M. le Roi. L'occasion de faire taire les divergences. Le calendrier électoral serait annoncé en août. Mais les électeurs sont peu motivés.



MM. Amaoui et El Yazghi

Entre les deux tendances de l'USFP, une recherche de compromis se dessine pour éviter l'éclatement.

Les directions des partis de la Koutla reprennent des couleurs. Elles annoncent l'éventualité d'une réception par S.M. le Roi des quatre patrons d'appareils. Ce qui permettrait de sortir du choc créé par le mémorandum de la Koutla et la fin de non recevoir qui lui a été signifié par le discours royal du 8 juillet. Les tentatives de repositionnement avaient déjà été entamées bien avant l'éventualité de cette éclaircie.

Certaines voix au sein du PPS ont réclamé un gouvernement d'unité nationale. «Al Mounataf», hebdomadaire de l'aile Khyari a laissé entendre que les réformes constitutionnelles n'étaient pas un préalable et que la priorité est aux problèmes sociaux.

A l'USFP et au sein de l'Istiqlal, plusieurs militants sont pour «le profil bas», en maintenant les revendications de réaménagement des pouvoirs mais en refusant d'en faire un préalable.

Les consultations reprennent

Ces positions ont été renforcées par les contacts qui ont repris en cours de semaine. Les listes électorales étant validées avant la mi-août, auprès des états-majors on s'attend à ce que l'échéancier électoral soit rendu public au cours des prochaines semaines et au plus tard le 20 août.

Face au rapprochement des échéances, on assiste à deux phénomènes : la multiplication des réunions quadripartites de la Koutla et les tentatives d'éviter l'implosion des partis en question.

Selon des dirigeants des partis d'opposition, «la Koutla ne s'est jamais mieux portée et nous n'avons aucune divergence de vue de taille.» Les réunions actuelles ont donc pour objectif de préparer les échéances à venir et non de «colmater les brèches», si l'on se fie à cette version.

Quant à la situation interne des partis, le mot d'ordre est la sauvegarde de l'unité et ce tant au PPS qu'à l'USFP.

Les deux tendances du PPS, qui ont actuellement chacune sa presse, refusent la polémique et annoncent que «le débat est naturel et qu'il se poursuit dans un cadre confraternel». Pour les militants, les enjeux de pouvoir sont de plus en plus clairs. Aucun homme de consensus ne se dégageant, la guerre de la succession de Ali Yata fait rage, Thami Khyari, député de Tamellalt, ennemi juré des autres partis de la Koutla, marquant des points grâce à l'appui du groupe parlementaire.

Le grand frère, l'USFP, vit lui une situation plus trouble. La réunion du comité central prévue le 27 juillet est à l'issue toujours aussi incertaine.

L'affrontement s'étant «personnalisé» entre les deux leaders Youssfi et El Yazghi, plusieurs hypothèses ont été échaffaudées. La scission paraissait plus que probable, devant la violence des attaques dont faisait l'objet El Yazghi. Mais au cours de la semaine précédant la réunion, un véritable chassé-croisé entre Casablanca et Rabat a été effectué par une série de militants, objectif : éviter l'implosion.

Ces militants sont en majorité, mais pas uniquement, trans-courants. C'est-à-dire qu'ils ne sont recensés dans aucune coterie. C'est le fameux groupe de R'batis (Oualalou, Radi…) qui en prend la tête.

Clarifier dans l'unité

Les amis d'Amaoui ont mis de l'eau dans leur vin et ce en changeant, dans la presse qu'il «influence», de discours sur une série de points :

- Yazghi est devenu un grand militant qui a «commis des erreurs» ;
- la campagne de Abed Jabri, autour de la mort de Bahi, n'engage que lui ;
- le problème du fonctionnement du bureau politique doit être résolu au sein du comité central.

Les lignes de l'éventuel consensus seraient la restauration de l'honneur de Yazghi bafoué par une campagne hautement calomnieuse et des aménagements du bureau politique.

Les «modernistes» ne l'entendent pas de cette oreille. S'ils cautionnent tout effort visant à sauvegarder l'unité du parti, il leur paraît nécessaire de clarifier les enjeux politiques. Le cas du Fkih Basri est tout de suite mis en avant, avec l'exigence que le parti signifie clairement que l'ancien exilé n'a aucun lien avec ses instances.

Des militants et pas des moindres, proposent la démission en bloc du bureau politique et la désignation d'une nouvelle équipe lors de la réunion du comité central. Cette proposition trouve écho au sein de tous les courants, même si ses propres tenants l'estiment porteuse de danger d'éclatement. «C'est le seul moyen de dégager une direction homogène, justifiant d'une large légitimité», affirme un député de Casablanca. Bizarrement d'ailleurs, ce sont les élus de tous bords qui sont les plus actifs dans cette tentative de replâtrage. Le dossier de la presse USFP et de sa gestion est aussi très conflictuel. Le désir d'unité n'atteint pas le point où les ennemis de *«Libération»* tairaient leur rancœur. «Ce journal ne représente pas la ligne du parti et dépend pour sa survie de *«Ittihad Al Ichtiraqui»*, affirme le député casablancais. Les chiffres de vente eux sont clairs : le quotidien francophone de l'USFP est celui qui a réalisé la meilleure progression lors des trois dernières années.

Curieusement, ces péripéties ne concernent que rarement les militants de base, déjà absorbés par la fièvre électorale et encore moins la population.

Celle-ci a montré beaucoup de réticences lors des inscriptions aux listes électorales (voir page 7) et le taux de 87,7 % de la population en âge de vote, a été atteint grâce à un zèle particulier des mokadems. Les commentaires dans les bureaux d'inscription étaient peu amènes pour les élus.

L'annonce d'une future réception par S.M. le Roi des chefs de partis d'opposition, peut être le signal de départ d'une nouvelle dynamique faisant de cet été, une saison cruciale pour le devenir politique. ■

JAMAL BERRAOUI